



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
Tél : 01 48 18 82 81 – Fax : 01 48 51 62 50 –
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site web: www.equipement.cgt.fr

15^{ème} congrès fédéral

Résolution sur la reconquête des missions de services exercées par des agents à statuts publics, pour les usagers et l'intérêt général

La mainmise des grands groupes financiers sur les services publics

Le service public est une richesse permettant à chaque nation de se développer avec des règles d'accès et d'égalité de traitement pour les citoyens sur leur territoire. Le socle de notre pays s'est construit ainsi avec le Conseil National de la résistance au lendemain de la guerre.

Ce service public, la gestion du bien public, sont depuis longtemps enviés par les grands groupes qui y voient l'opportunité de nouveaux marchés et de profits avec l'argent public...

Ce sont ces mêmes groupes qui oppressent des pays. En interdisant aux Etats d'emprunter auprès des banques centrales, en les obligeant à rembourser des dettes fabriquées et faramineuses aux marchés financiers prêteurs, ils empêchent tout développement, condamnent des populations à rester dans une pauvreté extrême. Par ailleurs, ils n'ont aucun scrupule à piller les richesses naturelles souvent avec l'aide d'hommes d'Etat corrompus avides eux aussi de profits personnels.

L'arme redoutable que constitue la dette due aux marchés financiers a frappé des pays tels que Grèce, Espagne, Italie, Slovaquie.... Vient maintenant le tour de la France !

La même logique s'applique : rembourser une dette devenue insupportable, baisser déficits publics, les ressources et le fonctionnement de l'Etat, réduire les acquis sociaux.

L'objectif est bien la récupération par les grands groupes de la manne financière que représente le patrimoine public fait de biens immobiliers, de services publics, de femmes et d'hommes agents publics.

La boucle est bouclée. Non le capitalisme n'est pas moribond : il oppresse les peuples, dicte ses règles aux Etats et menace la démocratie. A l'exemple du traité de constitution européen, TSCG imposé aux peuples malgré leur avis contraire, voté par le Parlement et appliqué par le gouvernement, ou encore de la volonté de la Commission européenne qui veut imposer sur tous sujets son modèle ultra-libéral pour satisfaire les grands groupes.

La reconquête des missions de service public

Défendre le bien commun est avant tout un combat pour un idéal de société qui place l'être humain avant la finance.

La fédération CGT Equipement Environnement s'engage dans cette résistance et place la reconquête des missions de service public comme un axe revendicatif majeur. Nous exigeons notamment une véritable politique d'entretien et de gestion des patrimoines : environnemental, ferroviaire, routier, fluvial, portuaire, maritime, aéroportuaire et de navigation aérienne, ainsi que l'ensemble des autres réseaux publics.

Cette politique se conçoit à travers de missions exercées par des services et agents publics, sous statuts publics, garanties contre les malversations et conflits d'intérêt.

Les missions exercées par des fonctionnaires ou par des personnels à statut ouvriers ne s'opposent pas ; au contraire, elles sont complémentaires. Les personnels à statut ouvriers constituent un appui logistique aux missions d'entretien et d'exploitation. Est prioritaire la création de parcs dans les DIR, les DIRM ou dans les directions territoriales de VNF.

L'ingénierie publique dite « concurrentielle » a été victime de la RGPP : plus de 3200 emplois ont été supprimés de 2009 à 2012. L'assistance apportée par l'Etat aux petites communes (ATESAT- assistance technique de l'Etat de Solidarité et d'Aménagement du Territoire) est désormais dans le collimateur. La CGT a révélé que les conventions avec les communes et les intercommunalités ont été réduites de 51% (mai 2012 – mai 2013). La ministre du METL l'assume clairement par un courrier du 31 mai en annonçant la suppression de 4 000 emplois dans les filières ATESAT et ADS (Application du Droit des Sols) d'ici 2015. Il s'agit d'un véritable coup de force contre les personnels des 500 unités territoriales des DDT et contre les élus des territoires ruraux.

La FNEE CGT dénonce, avec beaucoup d'élus, les aspects néfastes pour les missions publiques et les garanties des citoyens, de nombreuses dispositions insérées dans les trois projets de loi de l'Acte III de décentralisation.

La FNEE CGT s'engage dans un plan d'action pour reconquérir les missions de service public dotés d'effectifs suffisants et qualifiés, elle exige :

- L'arrêt de la politique dite de Modernisation de l'Action Publique, qui hiérarchise les ministères et se traduit jusqu'ici par une continuité de baisse des effectifs au MEDDE et au METL
- La levée immédiate du moratoire qui interdit tout recrutement d'ouvriers des parcs et ateliers
- Une véritable politique des missions publiques réalisées en régie, avec des recrutements de fonctionnaires : personnels administratifs, techniques et d'exploitation dans les services, établissements publics du ministère et dans les collectivités territoriales, pour répondre aux besoins de services publics
- Le développement de l'ensemble des missions relatives au développement durable et à la réussite effective de la transition écologique
- L'arrêt du gâchis que représentent : sous-traitance, perte de compétences, privatisations, Partenariats Publics Privés (PPP,) ainsi qu'en général l'externalisation des missions exercées par des agents publics
- La création de Parcs dans les DIR, les DIRM, et directions territoriales de VNF
- Le maintien des missions ATESAT et ADS
- L'arrêt des projets de la privatisation des infrastructures,
- la nationalisation des autoroutes et plus largement la réappropriation publique de la gestion des infrastructures.
- Le retrait du projet « ciel unique 2+ » de la Commission européenne et l'obtention d'objectifs de performances réalistes pour la navigation aérienne.

La FNEE CGT s'engage dans une lutte pour reconquérir les missions de service public ! Elle appelle les personnels à se réunir, débattre et à mener des actions unitaires pour préserver : leurs missions, leurs emplois et leurs statuts !

La FNEE CGT décide de s'adresser aux élus locaux et nationaux ainsi qu'aux populations pour les alerter sur la situation des missions de services publics !